

conditions que l'on a créées avant la conférence économique de 1930 et qui ont eu pour résultat de faire que, de l'aveu d'un premier ministre d'un autre dominion britannique, la conférence fut une véritable tragédie. C'est la description qu'en a faite un représentant d'une autre partie de l'empire: du point de vue économique la conférence de 1930 a été une tragédie. Si l'on ne veut pas que cela se répète, il faut faire en sorte que ne se répètent pas les circonstances qui en ont été la cause,—et dont la première fut le relèvement du tarif à la veille de la conférence.

Je tiens à dire encore une fois que je ne puis comprendre l'attitude de nos honorables vis-à-vis qui, tout juste avant l'ouverture de la conférence, après tous les moyens pris jusqu'ici pour augmenter les droits, ajoutent une taxe de 2 p. 100 sur toutes les marchandises importées d'Angleterre au Canada, et cela au moment même où la Grande-Bretagne se garde bien, en établissant son tarif contre les autres pays, d'augmenter d'un seul sou les droits sur les marchandises venant de notre pays. Lors de la discussion de la question du tarif à la Chambre des communes anglaise, un honorable membre proposa le prélèvement d'un impôt sur les dominions tout comme sur les autres pays de l'univers. Je suppose qu'il caressait la même idée que notre premier ministre avant la dernière conférence: il s'imaginait que cette mesure pouvait donner lieu à un marché avantageux. Qu'a dit M. Thomas, secrétaire d'Etat aux affaires des dominions? De sa place en Chambre il affirma que cette action serait une insulte pour les dominions. On peut conclure de là ce que les Anglais doivent penser du geste de nos honorables amis de la droite. Ils sont d'avis que le fait d'imposer un droit sur les marchandises venant des autres parties de l'empire, à la veille de la conférence, est une insulte. Je ne crois pas que le mot soit exagéré à un moment où les membres d'une même famille sont sur le point de se réunir pour étudier ensemble les meilleurs moyens à prendre pour favoriser leurs intérêts.

Outre la nécessité de changer l'atmosphère, il faudra également avoir recours à de nouvelles méthodes d'aborder les questions à discuter. Nous nous rappelons que, lors de la dernière conférence, le premier ministre du Canada, avant même l'ouverture de la discussion, fit connaître à tous les intéressés les seules conditions auxquelles le Canada serait prêt à entrer en négociations. J'espère que le premier ministre du Canada n'oubliera pas que cette fois-ci c'est notre pays qui reçoit ses hôtes et que son attitude, quoi qu'il ait pu faire en Grande-Bretagne, devra différer quelque peu à l'égard des représentants des

[Le très hon. Mackenzie King.]

autres parties de l'empire qui seront les hôtes du Canada. Qu'a dit le premier ministre avant même le commencement des travaux de la dernière conférence impériale? En premier lieu, il a dit qu'il était le chef du parti conservateur au Canada, que le parti conservateur était protectionniste, qu'il ne pouvait envisager qu'une politique s'inspirant des principes protectionnistes, que l'on savait que la politique de son ministère se résumait dans les mots: "Le Canada d'abord", que cela voulait dire qu'on ne laisserait pas entrer au Canada des marchandises venant de l'extérieur, et que l'on pouvait produire et fabriquer dans le pays, enfin que dans toute question de commerce extérieur, il ne voulait prendre comme base que ce qu'il a appelé des tarifs mutuels d'empire. Il nous a défini ce qu'il entend par préférence réciproque, ou "préférence d'empire", pour me servir de sa propre expression. Quelle est cette "préférence d'empire"? Ce n'est pas une préférence à créer au moyen de l'abaissement de certains droits douaniers actuels, mais bien en les relevant de 10 p. 100. Il a été plus loin, en prétendant qu'il ne consentirait à discuter la question avec une autre partie de l'empire qu'à condition que toutes aient adopté le principe des tarifs protectionnistes, qui leur permettraient d'instituer un tarif réciproque d'empire dans le sens qu'il a indiqué. C'est à cette seule condition qu'il peut y avoir discussion. Il a même été jusqu'à dire: Il n'y a pas d'autre parti à prendre; nulle autre solution ne nous sera satisfaisante, à l'exemple de celle que nous proposons. Or ce qu'il a proposé,—et c'est exactement comme cela que le gouvernement de la Grande-Bretagne l'a pris,—c'est que la Grande-Bretagne modifie sa politique fiscale, en échange de quoi on laisserait ses gens expédier au Canada les marchandises susceptibles de pouvoir y pénétrer sous l'empire d'un tarif qui exclut tout ce qu'on peut produire ou fabriquer dans le pays même. Voilà ce que M. Thomas a qualifié de "blague" (humbug). Il ne faut plus de "blague", en ce qui concerne la conférence impériale. Si l'on veut en assurer le succès, il faudra bien vite abandonner ces façons de procéder.

Mon très honorable ami n'arrivera à rien en prenant comme base de pourparlers avec les autres parties de l'empire son principe: "Canada d'abord". Les gens de Grande-Bretagne ont déjà dit, et les membres du Parlement anglais ont déjà catégoriquement déclaré qu'ils ne se contenteront pas d'un accord commercial qui exclura du Canada toutes les marchandises qui peuvent être produites ou fabriquées dans ce pays.